



**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Provence Alpes Côte d'Azur**

UD 13/Subdivision Aix-en-Provence
30 Rue Albert Einstein CS 90448
13592 Aix-en-Provence Cedex 3

Aix-en-Provence, le 13/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

COGEX

Route d'Arles
La Plaine Ronde
13270 Fos-Sur-Mer

Références : D-2024-1561
Code AIOT : 0006401024

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/11/2024 dans l'établissement COGEX implanté RN 568, la plaine ronde sud 13270 Fos-sur-Mer. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COGEX
- RN 568, la plaine ronde sud 13270 Fos-sur-Mer
- Code AIOT : 0006401024
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La Société COGEX SUD exploite une unité de stockage, de mélange et de conditionnement de produits chimiques dont une partie toxique et inflammable à Fos-sur-Mer. Elle est régulièrement autorisée par arrêté préfectoral du 16 décembre 1997.

Le classement SEVESO seuil bas du site a été acté par arrêté préfectoral complémentaire du 8 février 2013. L'exploitant a bénéficié des droits acquis suite à l'entrée en vigueur de la directive européenne dite « SEVESO 3 » suite à sa demande du 9 mai 2016.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024 : POI des établissements Seveso Seuil Bas

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Définition des responsabilités	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe V.a et b	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Système d'alerte	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe V.d	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Information de l'administration	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe V.e	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Stratégie d'intervention	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe V.c	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Moyen d'intervention	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe III.I.4.b	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Communication avec les services d'intervention	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe V.f	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe V.g	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
9	Mesures d'atténuation hors site	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article V.h	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
10	Dispositions relatives aux premiers prélèvements	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe V.i	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
11	Remise en état du site	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe V.j	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
9	Mesures d'atténuation hors site	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe V.h	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site dispose d'un POI depuis plusieurs années. Il a été mis à jour récemment afin d'intégrer les nouvelles exigences relatives aux premiers prélèvements et au changement de coordonnées de la DREAL. Pour autant, le POI doit être mis à jour afin :

- d'expliquer le fonctionnement hors heures ouvrées. Cet aspect impacte l'ensemble des informations contrôlées lors de l'inspection (système d'alerte, interface avec l'administration et les secours, stratégie d'intervention...) ;
- de compléter les scénarios retenus afin de prendre en compte l'ensemble des potentiels de

- dangers du site (en lien avec l'EDD et les évolutions du site) ;
- de préciser les périodicités de réalisation des exercices et des formations ;

L'exploitant devra également transmettre des justificatifs relatifs à :

- l'absence des produits incommodants stockés sur le site, dans le cas contraire le POI devra être mis à jour ;
- la mise à jour du dimensionnement du bassin de rétention des eaux d'extinction.

De plus, l'exploitant devra mettre à jour son EDD afin d'intégrer les évolutions de son site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'Opération Interne (POI)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Prescription contrôlée : [...] <p>Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire.[...]</p>
Constats : <p>L'exploitant dispose d'un POI en date du 23/07/2024.</p> <p>L'exploitant réalise des exercices régulièrement depuis plusieurs années (2003, 2006, 2010, 2017). Le POI présente en annexe le compte rendu de tous les exercices précédents. Par contre, la périodicité de réalisation des exercices n'est pas mentionnée dans le POI chapitre 9. Le compte rendu du dernier exercice (de juin 2021) a été présenté en séance. Il permet de retracer toutes les actions réalisées et les heures associées, les quantités d'eau et d'émulseurs utilisés. Les principales actions décrites dans les points de contrôle suivant sont effectivement tracées (arrêt de l'alimentation électrique, la fermeture des barrières étanches...).</p> <p>L'exploitant a décidé de programmer l'exercice POI en fin d'année afin de tester le nouveau système haut foisonnement installé en cours d'année dans la cellule de stockage des liquides inflammables. Lors de la visite de site, le nouveau système a été vu.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra <u>sous 1 mois</u> : <ul style="list-style-type: none"> - le compte rendu du dernier exercice POI - la mise à jour du POI chapitre 9 indiquant la périodicité de réalisation des exercices.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Définition des responsabilités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe V.a et b
Thème(s) : Risques accidentels, Liste des personnes responsables
Prescription contrôlée : a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination ; b) Nom ou fonction du responsable des liaisons avec l'autorité responsable du plan particulier d'intervention ;
Constats : Le déclenchement du POI est décidé par le responsable de site. Celui-ci est d'astreinte en permanence. Pendant les périodes de congés du responsable de site, cette responsabilité est transférée à la responsable HSE. Le PDG de l'entreprise est appelé en deuxième niveau si le responsable de site (ou la responsable HSE) ne répond pas. Le POI précise au chapitre 2.1 que le responsable site déclenche le POI et liste les 8 événements devant conduire à cette décision.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Le POI devra être mis à jour <u>sous 1 mois</u> afin de présenter l'organisation en dehors des heures ouvrées, en particulier le circuit d'alerte et d'information et de décision.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Système d'alerte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe V.d
Thème(s) : Risques accidentels, Système d'alerte
Prescription contrôlée : d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ;
Constats : Le système d'alerte du site est basé sur la réactivité du personnel et l'actionnement manuel de la sirène incendie entraînant l'évacuation du personnel. Le site dispose également de détection automatique composée d'explosimètre, d'une détection incendie, détecteur flamme, détecteur fumée. Le POI décrit au chapitre 2.2 pour chaque zone, la nature des produits présents, le/les type(s) de détection, le mode d'alarme (asservissement à 4 portables puis action manuelle ou sirène automatique) et les actions de mise en sécurité (globalement évacuation du personnel). L'exploitant indique en séance que l'asservissement aux 4 téléphones portables vient d'être modifié. Le plan de détection incendie et sa cohérence avec le terrain ont été vérifiés par sondage lors de l'inspection du 22/10/2024.

Un système de télésurveillance H24 vient compléter le dispositif d'alerte. La télésurveillance a une remontée d'information en cas de démarrage du groupe motopompe en salle 4 (liquide inflammable). Elle dispose aussi des remontées d'information des détecteurs flamme, fumée et explosimètre. En dehors des heures ouvrées, la levée de doute est réalisée par le chef de site et/ou la télésurveillance via des caméras.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra <u>sous 1 mois</u> le POI mis à jour afin d'indiquer le nouveau système d'alerte et les actions de mise en sécurité associées (chapitre 2.2).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Information de l'administration

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe V.e
Thème(s) : Risques accidentels, Information de l'administration
Prescription contrôlée : e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles ;
Constats : Le POI décrit dans son chapitre 6 les différentes fonctions et les tâches affectées ainsi que la/les personnes pouvant assurer ces fonctions. A noter que les fonctions renseignées correspondent aux postes des personnes dans le cadre de l'organisation générale du site et non à une fonction en lien avec le POI. Dans le cas présent, il aurait pu être indiqué le responsable des communications ou le secrétariat. Dans le POI, il est prévu que la fonction « adjoint responsable de site », assurée par Mme Fradin ou M. Cabezas, transmette les informations aux institutions locales. Le chapitre 8 prévoit les fiches alerte type et la liste des administrations à contacter (préfecture, DREAL PACA / UD, mairie de Fos-sur-Mer) avec les numéros de téléphone, de fax et mail. Le POI présente également un répertoire téléphonique incluant d'autres administrations pouvant être contactées si besoin. Il est également prévu d'envoyer la fiche G/P à la DREAL PACA, la mairie, le CODIS, le préfet et la cellule d'astreinte de la DREAL PACA après envoi de la fiche réflexe. Le POI ne prévoit pas l'organisation en dehors des heures ouvrées. En séance, l'exploitant a indiqué que le responsable de site est chargé d'appeler les administrations.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Le POI devra être mis à jour <u>sous 1 mois</u> afin de présenter l'organisation en dehors des heures ouvrées, en particulier le chapitre 6 relatif aux fonctions et aux tâches à effectuer.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Stratégie d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe V.c
Thème(s) : Risques accidentels, Mesure de prévention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;</p>
<p>Constats :</p> <p>Le schéma général d'alerte du chapitre 2.1 précise qu'une fois la sirène déclenchée, 2 actions sont obligatoires (organiser l'évacuation et appeler les pompiers). D'autres actions sont à mettre en place en fonction du scénario (lutte contre le début d'incendie, ouverture des trappes de désenfumage, coupure d'alimentation électrique du bâtiment et mise en rétention totale du site). Le POI ne prévoit pas de schéma d'intervention spécifique pour chaque scénario.</p> <p>Le tableau du chapitre 6 précise que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le responsable du site coordonne la 1^{ère} intervention, - l'adjoint responsable HSE recense les personnes lors de l'évacuation, - le responsable technique maintenance est chargé de la coupure de l'alimentation électrique, - le responsable réception expédition ouvre les trappes de désenfumage. <p>L'exploitant précise en séance que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pendant les heures ouvrées, le personnel présent constate un incident et intervient avec les moyens d'extinction du site. Tout le monde y compris administratif est formé à l'utilisation des moyens d'extinction sur le site (ce point a été vu lors de l'inspection du 22/10/2024). Si l'incident prend de l'ampleur, l'alerte est donnée et l'ensemble du personnel évacue. Les pompiers sont appelés et prendront le relai pour l'intervention. - en dehors des heures ouvrées, les pompiers sont directement appelés pour prendre en charge la gestion de l'intervention. <p>A noter que les pompiers ne disposent pas de clés pour rentrer. L'agent de maîtrise réception expédition est chargé de les accueillir et de les acheminer vers le sinistre. En dehors des heures ouvrées, le responsable de site se déplace sur le site afin d'accueillir les pompiers.</p> <p>Le POI précise qu'un état des matières stockées est disponible à tout moment (ce point a fait l'objet d'une inspection spécifique le même jour).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le POI devra être mis à jour <u>sous 1 mois</u> afin de présenter l'organisation en dehors des heures ouvrées, en particulier le chapitre 2.1 relatif au schéma général d'alerte et le chapitre 6 relatif aux fonctions et aux tâches à effectuer.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Moyen d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe III.I.4.b
Thème(s) : Risques accidentels, Lien avec EDD
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Annexe III - I - 4 - b informations minimales devant être contenues dans l'EDD - dispositions communes</p> <p>b) Organisation de l'alerte et de l'intervention ; Description des moyens mobilisables internes ou externes ; description de toute mesure technique et non technique utile pour la réduction des conséquences d'un accident majeur.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le POI retient 8 scénarios d'accident possibles. Ces accidents sont cohérents avec l'EDD. Le POI reprend le tableau des distances d'effets pour chaque scénario.</p> <p>Le POI présente en annexe un plan des distances d'effets daté du 24/11/2008. Ce plan n'est pas cohérent avec celui présenté dans l'EDD. De plus, le plan du POI comme celui de l'EDD ne sont pas à jour.</p> <p>Par contre, l'inspection constate que les scénarios de l'EDD et du POI ainsi que les plans présentés ne sont pas à jour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le scénario d'incendie de la cuvette de rétention extérieure n'a plus lieu d'être puisque cette rétention n'est plus utilisée - le scénario de stockage extérieur de combustible (produits classés sous la 1436) n'a pas été intégré suite à la modification du site <p>L'inspection remarque également que le stockage de produit finis en extérieur n'est pas retenu dans l'EDD et donc dans le POI. Lors de la visite de site, il a été constaté que ce stockage est constitué de produit non dangereux en fût métallique. L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier l'absence de ce scénario dans l'analyse détaillée dans l'EDD.</p> <p>Le POI liste les moyens de lutte contre l'incendie présent dans chaque zone, le mode déclenchement (manuel ou automatique), la présence d'eau et/ou d'émulseur. Il indique la présence d'une réserve incendie de 536 m³ et un bac de 25 m³. Les débits des poteaux et RIA ne sont pas mentionnés.</p> <p>Le POI présente en annexe le plan des moyens d'extinction vérifié lors de l'inspection du 22/10/2024. Néanmoins, lors de la visite de site, la présence du nouveau système d'extinction de la salle 4 « liquide inflammable » a été contrôlée ainsi que la présence d'extincteur et de RIA à divers endroits du bâtiment.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra la mise à jour du POI <u>sous 1 mois</u> afin d'intégrer les dernières évolutions concernant la rétention extérieure et le stockage de produits combustibles en extérieur (scénario</p>

+ plans).

L'exploitant transmettra sous 1 mois la justification permettant d'écarter de l'analyse détaillée des risques de l'EDD le scénario d'incendie des stockages extérieurs autres que combustibles.

L'exploitant mettra à jour son EDD afin d'intégrer les évolutions du site sous 6 mois.

De plus, il est rappelé que lors de modification du site comme la création d'une aire de stockage extérieure, le porter à connaissance transmis à l'administration doit présenter les zones d'effets et analyser l'impact de la modification vis-à-vis des conclusions de l'EDD (effets dominos, matrice de compatibilité...). Une mise à jour de l'EDD et/ou du POI (ou d'autres procédures) peut également être nécessaire.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Communication avec les services d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe V.f

Thème(s) : Risques accidentels, Service d'urgence

Prescription contrôlée :

f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ;

Constats :

Le chapitre 6 indique que le responsable de site assure l'interface avec la cellule de commandement des secours extérieurs.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le POI devra être mis à jour sous 1 mois afin de présenter l'organisation en dehors des heures ouvrées afin d'explicitier comment est organisé l'interface avec les secours externes.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article V.g
Thème(s) : Risques accidentels, formation
Prescription contrôlée : g) Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes ;
Constats : Le POI ne précise pas les formations dispensées au personnel. En séance, l'exploitant indique : <ul style="list-style-type: none">- qu'un exercice d'entraînement au maniement des équipements de 1^{ère} intervention est réalisé annuellement auprès de l'ensemble du personnel y compris administratif. Cet exercice est réalisé par une prestation externe.- que la formation POI + gestion des situations d'urgence est réalisé tous les ans pour tout le personnel opérationnel. Le personnel administratif est formé lors des exercices POI tous les 3 ans ou à modification du POI. Cette formation est réalisée en interne. Lors de l'inspection du 22/10/2024, les formations suivies ont été vérifiées par sondage.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra <u>sous 1 mois</u> la mise à jour du POI afin d'intégrer la périodicité des formations dispensées aux personnels.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Mesures d'atténuation hors site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article V.h
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures hors site
Prescription contrôlée : h) Dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site ;
Constats : Compte tenu de l'environnement du site et des zones d'effets des scénarios retenus, l'exploitant n'a pas prévu de disposition particulière.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra <u>sous 1 mois</u> la mise à jour du POI afin d'intégrer un chapitre consacré aux mesures d'atténuation hors site.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Dispositions relatives aux premiers prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe V.i
Thème(s) : Risques accidentels, Premiers prélèvements
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, et portant sur les substances toxiques, les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement, les substances générant des inconvénients forts sur de grandes distances. Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.</p> <p>Rappel article 5 : [...] Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; - les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ; - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.
<p>Constats :</p> <p>Le chapitre 7.2 du POI précise que les premiers prélèvements à effectuer concernent uniquement les eaux souterraines (piézométrie et nappe phréatique). Le POI liste 2 sociétés pouvant intervenir en cas de pollution de l'eau et 2 autres sociétés en cas de pollution des sols.</p> <p>L'exploitant indique en séance ne plus stocker de produits toxiques sur le site. Ces produits étaient stockés dans des petits contenants dont les zones d'effets étaient limitées à l'intérieur du site en cas de fuite.</p> <p>L'exploitant n'a pas analysé si le site stocke des produits appartenant à la liste des produits inconvénients (cf. avis ministériel du 9 novembre 2017).</p> <p>L'exploitant précise en séance que ce chapitre du POI sera mis à jour pour 2026 avec les produits de décomposition en cas d'incendie et les premiers prélèvements associés.</p>

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra <u>sous 1 mois</u> son analyse sur la présence (ou pas) de produits incommodants sur le site (cf. avis ministériel du 9 novembre 2017 relatif à la mise en œuvre de l'instruction du gouvernement du 12 août 2014 relative à la gestion des situations incidentelles ou accidentelles impliquant des installations classées pour la protection de l'environnement) et modifiera si nécessaire le POI dans le même délai.</p> <p>De plus, l'inspection rappelle que le POI devra être mis à jour si des produits toxiques venaient à être stockés à nouveau sur le site.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Remise en état du site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe V.j
Thème(s) : Risques accidentels, Remise en état
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>j) Moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté.</p> <p>Rappel article 5 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.
<p>Constats :</p> <p>Le chapitre 7.4 est dédié à ce sujet. L'exploitant précise que la stratégie consiste à nettoyer le site, réaliser des prélèvements dans les eaux souterraines, envoyer en destruction les déchets puis mettre en place les mesures de dépollutions si nécessaire.</p> <p>L'exploitant indique que les eaux d'extinction sont récupérées dans le bassin de confinement. Ce bassin récupère également les eaux de pluie afin de les analyser avant évacuation. L'exploitant précise que l'évacuation est réalisée dès que le niveau atteint 300 m³ afin que le niveau du bassin permette en permanence d'accueillir les eaux incendie.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra <u>sous 1 mois</u> la mise à jour du dimensionnement du bassin de rétention des eaux d'extinction par rapport aux besoins en eau du site et la procédure d'évacuation des eaux de pluie.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois